
Quatrième Réunion du Comité Régional pour l'Europe et les Autres Régions

21 - 23 juin 2023

Bruxelles, Belgique

Rapport de la quatrième réunion du Comité régional pour l'Europe et les autres régions

Résumé

Le document de travail contient le rapport de la quatrième réunion du Comité régional pour l'Europe et les autres régions.

Rapport de la quatrième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions

Point 1. Ouverture de la réunion

1. L'honorable ministre du Royaume de Norvège a ouvert la quatrième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions en souhaitant la bienvenue au vice-président, à la Suède, aux ambassadeurs, aux hauts-commissaires, aux consuls honoraires et à d'autres éminentes personnalités.
2. Il a souligné que l'urgence de limiter le réchauffement climatique est plus évidente que jamais. Il a fait remarquer que les enjeux sont considérables lorsqu'il s'agit du climat, de la sécurité et du bien-être. Il a reconnu que différents acteurs devaient s'unir pour mobiliser des fonds à très grande échelle. Il a salué l'objectif fixé par l'Alliance Solaire Internationale de mobiliser 1000 milliards de dollars US d'investissements dans des solutions d'énergie solaire d'ici 2030 pour fournir un accès à l'énergie propre à 1000 millions de personnes en vue du déploiement de 1000 gigawatts d'énergie solaire d'ici 2030. Il a souligné que bien que l'Afrique abrite 60 % des meilleures ressources solaires mondiales, elle ne représente que 1 % de la capacité installée en matière d'énergie solaire. Il a souligné que cette situation évoluait rapidement, sous l'impulsion d'une action mondiale visant à améliorer l'accès à l'énergie et à atténuer le changement climatique. Il a félicité l'ASI et ses pays membres pour le rôle important qu'ils jouent dans l'atténuation du changement climatique. Il a félicité l'Inde pour avoir réussi à réaliser un exploit remarquable en permettant à environ 700 millions de personnes d'accéder à l'électricité en l'espace de 20 ans.
3. L'honorable ministre a accueilli le directeur général de l'énergie, M. Matthew Baldwin, de l'Union européenne, qui a prononcé le discours d'ouverture.
4. Le représentant de l'Union européenne (UE) a remercié l'ASI d'avoir organisé la quatrième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et la région des autres à Bruxelles. Il a informé les délégués que la dix-septième édition de la Semaine du développement durable de l'Union européenne se déroulait en même temps que la réunion du Comité régional, avec des objectifs similaires d'accélération de la transition vers une énergie propre. Il a souligné que pour assurer une transition énergétique juste et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, un objectif collectif plus fort est nécessaire lors de la réunion de la COP dans les mois à venir.

5. Le représentant de l'Union européenne a souligné que la transition verte fonctionnerait lorsqu'elle ne serait plus considérée comme la prérogative des forces politiques vertes, mais qu'elle deviendrait une partie intégrante de l'économie. Il a insisté sur le fait qu'il n'y avait pas de dichotomie entre la transition verte et notre réponse énergétique à la guerre russe contre l'Ukraine, même si elles sont étroitement liées. Il a ajouté qu'en mai 2022, le très ambitieux plan *Repower EU* a été proposé pour réduire rapidement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et accélérer la transition énergétique, ce qui constitue le cœur du plan *Repower EU*.
6. Il a indiqué que l'UE a lancé la nouvelle stratégie européenne en matière d'énergie solaire et vise à atteindre un objectif de 42,5 % d'énergies renouvelables dans les régions de l'UE d'ici à 2030. Les objectifs prévus comprennent 136 GW de photovoltaïque installé dans l'UE en 2020, 320 GW d'ici 2025 et 600 GW d'ici 2030. Il a expliqué leur plan pour atteindre cet objectif ambitieux en quatre étapes :
 - Tout d'abord, en encourageant un déploiement massif de l'énergie photovoltaïque sur les bâtiments, par le biais de l'initiative européenne "Toits solaires".
 - Deuxièmement, en rendant les procédures d'autorisation pour l'isolation solaire courtes et simples.
 - Troisièmement, en garantissant la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante et qualifiée pour la production et le déploiement de l'énergie solaire dans l'ensemble de l'UE.
 - Quatrièmement, en lançant une alliance européenne de l'industrie solaire photovoltaïque pour développer une chaîne de valeur industrielle résiliente dans le secteur de la fabrication de panneaux photovoltaïques.
7. Il a souligné deux aspects importants pour atteindre les objectifs ambitieux en matière d'énergie solaire. Le premier est la création d'emplois dans le secteur solaire afin de remédier au manque de travailleurs qualifiés dans les secteurs connexes tels que les pompes à chaleur, la modernisation des réseaux et le stockage des batteries. Le second consiste à inciter les citoyens et les communautés à devenir des prosommateurs. Il a ajouté que des modèles de financement innovants peuvent permettre aux pauvres et aux plus vulnérables d'accéder à l'énergie solaire.
8. En conclusion de son intervention, le représentant de l'Union européenne a réaffirmé la nécessité d'une stratégie de l'ASI pour mobiliser 1000 milliards de dollars d'investissements dans des solutions d'énergie solaire d'ici 2030 afin de fournir un accès à l'énergie propre à 1000 millions de personnes en vue du déploiement de 1000 gigawatts d'énergie solaire d'ici 2030.

9. Le président, Honorable vice-président de l'Assemblée de l'ASI, Royaume du Danemark, a remercié le représentant de l'Union européenne pour ses remarques.
10. Le président a remercié le secrétariat de l'ASI pour son initiative visant à renforcer les consultations régionales et à aligner les objectifs stratégiques de l'ASI. Il reconnaît que la réunion sera une excellente occasion de renforcer la collaboration, de partager les connaissances, d'échanger des idées, d'entreprendre des initiatives communes et de promouvoir l'énergie solaire en Europe et dans les autres régions. Il a ensuite souhaité la bienvenue au directeur général de l'ASI, qui s'est adressé aux participants.
11. Le directeur général du secrétariat de l'ASI a remercié les vice-présidents de l'assemblée de l'ASI ainsi que le représentant de l'Union européenne pour leurs remarques pertinentes.
12. Le directeur général a souligné l'importance de la structure à quatre piliers mentionnée par le représentant de l'Union européenne et les objectifs ambitieux de l'UE visant à atteindre 45 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. Il a reconnu le soutien significatif apporté par le continent européen pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.
13. Attirant l'attention sur les objectifs de l'ASI, il a souligné qu'actuellement, l'ASI compte 11 pays membres, 4 pays signataires et 36 pays membres potentiels de la région Europe, et qu'il faut espérer que davantage de pays membres potentiels deviendront membres à part entière à l'avenir.
14. Le directeur général a ajouté que l'ASI vise à faire de l'énergie solaire le choix énergétique le plus privilégié à travers le monde et prévoit d'y parvenir grâce à diverses applications solaires telles que les toits solaires plus petits, les mini-réseaux solaires, les pompes solaires et les entrepôts frigorifiques solaires. Il a également souligné l'objectif de l'ASI en matière de renforcement des capacités, en mettant l'accent sur le manque de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'énergie solaire. Il a remercié les pays membres de se concentrer sur les initiatives de renforcement des capacités et la République française de créer des initiatives nationales et de soutenir les programmes STAR-C.
15. Il a souligné la nécessité de l'efficacité énergétique et du stockage de l'énergie. Il a souligné que l'adoption de produits à haut rendement énergétique permettrait de réduire le prix global du système d'énergie renouvelable. En ce qui concerne le stockage de l'énergie, il a ajouté que l'accent devrait être mis sur l'énergie solaire, l'efficacité énergétique et les batteries pour les

applications de recherche et le développement de produits à l'avenir.

16. Le directeur général a conclu son discours d'ouverture en remerciant tous les invités et en souhaitant que la réunion soit un succès retentissant.

17. Le président a remercié le directeur général pour ses remarques.

Point 2. Adoption de l'ordre du jour

18. Le Président a invité le Comité régional à examiner l'ordre du jour provisoire de la quatrième réunion du Comité régional de l'ASI pour l'Europe et l'Autres Régions, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.01, et à apporter ses contributions et ses conseils.

19. Le Comité régional a adopté l'ordre du jour provisoire de la quatrième réunion du Comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.01.

Point 3. Rapport sur les mesures prises lors de la troisième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions

28. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à examiner le rapport sur les mesures prises en réponse aux orientations fournies par la troisième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions, telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.03.

29. Le Comité régional a pris note du rapport sur les mesures prises lors de la troisième réunion du Comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.03.

Point 4. Rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI

30. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à fournir une mise à jour du rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.04.

31. Le directeur général a indiqué que les principales priorités stratégiques pouvaient être résumées en quatre grands domaines, à savoir l'aide au renforcement des politiques et des capacités des pays membres en développement, le soutien programmatique aux PMA et aux PEID, le soutien

analytique et de plaider à tous les pays membres, la gouvernance et la gestion opérationnelle. Il a ensuite brièvement abordé chacun de ces quatre domaines.

32. Le premier domaine est l'aide au renforcement des politiques et des capacités des pays membres en développement. Le directeur général a indiqué que le secrétariat de l'ASI avait jusqu'à présent formé quelque 3 400 personnes et leur avait délivré un certificat. Il a remercié la République fédérale d'Allemagne et l'agence RENAC d'avoir soutenu l'ASI en lui fournissant les certifications nécessaires. Il a également remercié la République française d'avoir aidé l'ASI à mettre en place les centres STAR. Il a expliqué qu'un centre STAR est établi par la signature d'un accord tripartite entre le secrétariat de l'ASI, le gouvernement du pays d'accueil et l'université ou l'institution de recherche. Cela permet de gérer les programmes de manière cohérente au niveau régional, mais la direction générale est assurée par le gouvernement et par l'ASI. L'ASI fournit l'équipement nécessaire au contrôle de la qualité et à la formation à des fins d'incubation. Il a précisé que la STAR-C est prête en Éthiopie, tandis que le processus est en cours dans des pays comme Cuba, Kiribati, la Somalie, le Cameroun, le Soudan et la Côte d'Ivoire, dont quelques-uns devraient être opérationnels d'ici la fin de l'année. Il a ajouté que les centres trois étoiles soutenus par l'initiative française au Sénégal, au Bhoutan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée devraient être opérationnels d'ici la fin de l'année. L'ASI, en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), travaille sur des activités de renforcement des capacités. Il a conclu le premier domaine en déclarant que les centres de formation et les centres STAR constituent le centre du monde du renforcement des capacités de l'ASI.

33. Le deuxième domaine est le soutien programmatique aux PMA et aux PEID. Le directeur général a indiqué que l'ASI avait jusqu'à présent apporté son soutien à 29 pays membres dans ce domaine. La plupart de ces aides concernent des fermes agricoles solaires. Il a demandé aux membres présents d'aider l'ASI à identifier les types de cultures qui pousseront dans le cadre de l'Agri-PV dans les différentes zones climatiques. Il a souligné l'importance des mini-réseaux en raison de leur rentabilité et a ajouté qu'il était nécessaire d'attirer les investissements privés et d'établir des cadres réglementaires pour les mini-réseaux solaires. Dix-neuf pays membres de l'ASI ont demandé une aide pour la mise en place de mini-réseaux solaires d'une capacité d'environ 780 MW.

34. Le directeur général a fait le point sur les autres programmes :

- Mobilité et stockage de l'énergie : Promouvoir les stations de recharge et les batteries qui répondent aux normes de qualité en fonction des différentes conditions climatiques.

- Parcs solaires : L'ASI a reçu des manifestations d'intérêt de 19 pays pour une capacité cumulée de 7,65 gigawatts. L'ASI évalue actuellement les défis liés à la mise en place des capacités prévues, à l'évacuation de l'électricité, aux aspects liés à la gestion de projet et à la fourniture de services de PMC en fonction des besoins.
- Hydrogène vert : Le programme d'hydrogène vert de l'ASI sera lancé lors de la réunion des ministres de l'énergie du G20 à Goa.
- Chatbot IA : L'ASI cherche à créer une chambre de compensation virtuelle, sous la forme d'un chatbot d'IA qui dispose d'informations sur toutes sortes d'expériences. Nous mettons en place un chatbot basé sur l'IA.

35. Le directeur général a ensuite fait le point sur le troisième domaine, le soutien à tous les pays membres en matière d'analyse et de plaidoyer. Il a informé le Comité régional qu'à ce jour, trois rapports sur la facilité de faire de l'énergie solaire ont été publiés et que le quatrième devrait l'être lors de la réunion du G20. Le rapport englobe les politiques, les investissements et le degré de concurrence entre les pays et identifie les politiques qui leur permettraient d'obtenir un financement pour l'énergie solaire. Il a indiqué que, comme l'année dernière, les rapports mondiaux sur l'énergie solaire concernant les progrès de la technologie, les progrès des marchés et les progrès des investissements seront publiés au cours de la sixième session de l'ASI. Parmi ces rapports, ceux relatifs aux investissements solaires ont été extrêmement bien accueillis. L'ASI publiera également un rapport sur les chaînes d'approvisionnement solaires résilientes à l'échelle mondiale. Il a souligné que les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement deviennent un obstacle à la disponibilité des équipements et à l'augmentation de leurs prix. Il a également insisté, dans le contexte de l'hydrogène vert, sur la nécessité de diversifier les installations de fabrication dans les pays et de fournir un soutien financier sous forme de subventions ou d'incitations aux nouvelles installations de fabrication afin de leur permettre de répondre à la demande croissante.

36. Le directeur général a félicité les pays membres pour leur soutien indéfectible aux initiatives de l'ASI et a ensuite demandé au secrétariat de l'ASI de présenter une mise à jour du rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI, tel qu'il figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.04.

37. Le secrétariat de l'ASI a présenté la mise à jour du rapport du directeur général sur les programmes et activités de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.04.
38. Le directeur général a également fait le point sur certaines des initiatives récentes de l'ASI, à savoir la solarisation des aéroports de Barcelone et un programme danois visant à produire de l'hydrogène vert à partir d'une énergie hybride provenant de l'éolien offshore et du solaire.
39. Le représentant de l'Union européenne a recommandé à l'ASI de conclure une alliance avec l'IRENA, qui a également l'intention de créer un centre de connaissances, en particulier pour l'hydrogène vert, afin d'éviter que les efforts ne soient dupliqués lors de la mise en place du portail.
40. Le directeur général a donné son accord à l'Union européenne et a assuré que l'ASI ne cherchait pas à construire le portail, mais plutôt à créer des synergies en collaborant non seulement avec l'IRENA, mais aussi avec des organisations telles que l'Union européenne et l'AIE. Il a précisé que le portail serait relié aux portails de diverses organisations et de divers pays et qu'il contribuerait à l'incubation en fournissant la formation nécessaire à son propre rythme.
41. La représentante du Royaume des Pays-Bas a félicité l'ASI pour le travail accompli et les résultats concrets obtenus jusqu'à présent. Elle a demandé si la formation dispensée par l'ASI comprenait également une formation pour les régulateurs, le processus de sélection des personnes pour la formation dans les différentes zones géographiques, le rôle potentiel des États membres en ce qui concerne le dépôt de ressources réglementaires et le processus d'échange d'enseignements relatifs aux cadres réglementaires.
42. Le Directeur Général a remercié le Royaume des Pays-Bas pour ses commentaires et ses questions spécifiques. Il a indiqué que l'ASI élabore des programmes de formation axés sur les pays. L'Éthiopie et le Bangladesh seront les prochains pays à accueillir des ateliers réglementaires, suivis du Togo et de l'Ouganda. L'ASI a établi un partenariat avec l'École africaine de réglementation, qui partage les locaux de l'École de réglementation de Florence, afin d'offrir des formations spécifiques à chaque pays. Il a exprimé sa volonté de créer un mécanisme par lequel l'apprentissage peut s'enrichir mutuellement. Il a assuré que l'ASI s'efforcerait toujours de créer des synergies.

- 47. Le Comité régional a pris note de la mise à jour du rapport du Directeur général sur les programmes et activités de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.04.**

Point 5. Mise à jour sur l'initiative STAR-C

48. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à présenter la mise à jour de l'initiative ASI STAR-C telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.05.
49. Le secrétariat de l'ASI a présenté la mise à jour de l'initiative STAR-C de l'ASI telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.05.
50. Le représentant des États-Unis d'Amérique a reconnu la nécessité de normaliser la formation et de promouvoir l'esprit d'entreprise dans les pays membres de l'ASI. La première question portait sur l'origine des formateurs, demandant s'ils proviendraient des pays membres de l'ASI, d'ONG ou d'organisations possédant une expertise technique. La deuxième question portait sur l'approche prévue pour la mise en œuvre d'une coopération visant à stimuler le développement des entreprises et à faciliter la participation du secteur privé au marché solaire dans les pays où ces centres Star étaient établis.
51. Le secrétariat de l'ASI a répondu en expliquant l'approche adoptée pour sélectionner les formateurs. Il a indiqué qu'en raison de l'expansion actuelle de l'organisation, celle-ci employait divers formateurs, dont le RENAC d'Allemagne. L'ASI recherchait activement d'autres formateurs pour se joindre à ses efforts. Pour faciliter ce processus, une liste de formateurs a été mise en place, qui comprend notamment RENAC et McDonald. L'ASI a également fait appel à quelques organisations indiennes pour assurer la formation des pays participant au programme dans un premier temps.
52. Il a ajouté que l'ASI était en train d'élaborer des modules de formation et de créer une bibliothèque de formation accessible à tous les pays participants. L'objectif est de fournir du matériel de formation standardisé à tous les pays utilisant ces ressources. Dans un premier temps, il est prévu de mettre en place des maîtres formateurs dans chaque pays participant par l'intermédiaire de ces organisations partenaires. Par la suite, on s'attend à ce que ces pays organisent indépendamment des sessions de formation en faisant appel à leurs formateurs principaux locaux. L'investissement initial de l'ASI serait axé sur l'obtention de formateurs internationaux pour former les maîtres formateurs. Toutefois, au bout de deux ans, l'objectif était

que ces initiatives de formation soient gérées localement par les maîtres formateurs désignés.
Ceci constitue la réponse à la première question.

53. Le secrétariat de l'ASI a expliqué que la deuxième question concernait la mise en œuvre de l'incubation pour développer les entreprises. Il a mentionné que leur objectif actuel était de comprendre la diversité des entreprises dans les différents pays et leurs environnements opérationnels uniques. Il a souligné l'importance de comprendre les différents types d'entreprises opérant dans la chaîne de valeur solaire et dans d'autres secteurs ayant un potentiel d'intégration de l'énergie solaire.
54. Il a indiqué qu'à l'issue de l'étude, ils proposeraient un cadre pour le déroulement du processus d'incubation. En outre, ils prévoient de piloter des programmes d'incubation dans deux pays, en particulier l'Éthiopie. Il a reconnu qu'à l'avenir, ils auraient besoin d'une importante coopération internationale. L'ASI avait pour objectif d'engager des personnes susceptibles d'aider ces entreprises à élaborer des stratégies commerciales et des présentations convaincantes répondant aux attentes des investisseurs internationaux. Il a conclu en exprimant leur volonté d'accueillir la coopération internationale à un stade ultérieur, lorsqu'ils travailleront activement à l'incubation de ces entreprises.
55. La représentante de la République française a réaffirmé son soutien aux initiatives de l'ASI, en particulier à l'initiative STAR-C. Elle a mentionné que l'une des questions clés du développement de l'énergie solaire était le financement et les qualifications. Elle a indiqué que l'une des questions clés du développement de l'énergie solaire était le financement et les qualifications. Dans de nombreux pays, les qualifications font souvent défaut, de même que les capacités d'ingénierie financière pour développer une réserve de projets et de technologies standardisés susceptibles d'être financés, ce qui a conduit la France à soutenir le programme. La France finance trois pays pilotes en Afrique de l'Ouest : Sénégal, en Asie du Sud : Bhoutan, et dans l'Indopacifique : Papouasie-Nouvelle-Guinée.
56. Elle a reconnu que de nombreux pays menaient déjà des programmes sur les qualifications et les normes technologiques et que la République française souhaitait se joindre à eux et éviter toute duplication possible des efforts.
57. La représentante de l'Union européenne a apprécié la présentation et a exprimé son accord avec l'importance de donner la priorité aux compétences pour la transition verte, à la fois pour l'UE et

pour tous les pays intéressés par l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables. Elle s'est félicitée que l'initiative vise non seulement les techniciens, mais aussi le secteur public, les financiers et l'ensemble de la chaîne de valeur, estimant qu'il s'agit là d'un point fort important. Elle s'est dite convaincue que l'existence d'une institution hôte était cruciale pour la viabilité de l'initiative.

58. Elle a demandé si les entreprises de l'UE pouvaient être encouragées à devenir partenaires de ces centres, car cela contribuerait en fin de compte à former la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises. Elle a mentionné des entreprises comme EDF, NLI et Total Energy qui ont des projets similaires de renforcement des capacités dans certains pays et a suggéré d'explorer de tels partenariats pour les centres Star solaires.

59. En outre, elle a salué l'idée d'établir des partenariats avec des universités européennes et a suggéré d'explorer des voies telles qu'*Erasmus Plus* pour faciliter la collaboration entre les entreprises européennes et les universités étrangères. Elle a encouragé l'étude de la faisabilité de la création d'une coalition d'universités pour développer un programme d'études commun sur l'énergie solaire.

60. En réponse aux questions posées, le directeur général a souligné que les entreprises recherchaient des opportunités qui ne se présenteraient qu'en présence d'un cadre réglementaire. Il a indiqué que l'ASI entendait progresser dans cette voie et s'étendre à plusieurs pays. Il a reconnu l'importance d'encourager les investissements privés, éventuellement par l'intermédiaire d'un groupe consultatif du secteur privé. Répondant à une autre préoccupation, il a assuré qu'un contact serait établi concernant Erasmus Plus et que les possibilités de collaboration avec l'ASI seraient explorées. Il a franchement déclaré que de nombreux pays et universités avec lesquels l'ASI collaborait n'avaient pas la capacité de conclure de tels partenariats, mais il a perçu le potentiel de croissance dans ce domaine. Il a conclu en exprimant son enthousiasme pour la poursuite des discussions sur ces questions et a exprimé sa gratitude.

61. Le Comité régional a pris note de la mise à jour de l'initiative ASI STAR-C telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.05.

Point 6. Mise à jour sur le *SolarX Startup Challenge*

62. Le président a déclaré que la première édition de l'initiative *SolarX Startup Challenge* de l'ASI avait

attiré avec succès la participation de plus de 100 startups de la région Afrique. Il a invité le Secrétariat de l'ASI à fournir une mise à jour sur le *SolarX Startup Challenge* de l'ASI tel qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.06.

63. Le secrétariat de l'ASI a présenté la mise à jour du SolarX Startup Challenge, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.06.

64. Le directeur général a indiqué que l'ASI envisageait la création d'entreprises privées dans toute l'Afrique et que l'organisation explorerait diverses voies telles que le financement, la technologie et la création de marchés. Il a exprimé la nécessité d'une collaboration pour déterminer comment rendre cette initiative bénéfique.

65. Le Comité régional a pris note de la mise à jour du SolarX Startup Challenge telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.06.

Point 7. Mise à jour sur la Facilité de financement solaire de l'ASI

66. Le président a déclaré que la Facilité de financement solaire de l'ASI vise à attirer des capitaux privés pour investir dans des projets solaires en Afrique en offrant un soutien à l'atténuation des risques. Il a ajouté que la facilité solaire comprend trois fonds : le fonds de garantie de paiement, le fonds d'assurance et le fonds d'investissement. Les projets solaires proposés en Afrique auraient la possibilité d'acheter des garanties de paiement ou des primes d'assurance partielles auprès de ces fonds.

67. Le président a ensuite invité le secrétariat de l'ASI à présenter une mise à jour des progrès réalisés par le secrétariat de l'ASI dans l'opérationnalisation de la Facilité de financement solaire.

68. Le secrétariat de l'ASI a présenté la mise à jour de la Facilité de financement solaire de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.07.

69. Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé comment différencier la Facilité solaire des autres organisations internationales qui fournissent des financements. Il a souligné que la Facilité solaire se concentre exclusivement sur l'énergie solaire. Cependant, il a également demandé quelles étaient les caractéristiques distinctives et les contributions potentielles que cette facilité solaire pourrait offrir pour le progrès mondial de l'énergie solaire, avec un accent particulier sur son impact en Afrique.

70. La représentante de l'Union européenne a reconnu que, dans de nombreux pays, la meilleure analyse des coûts devait être réalisée au cours de la phase de planification. Elle a souligné qu'il serait efficace que les pays restent neutres sur le plan technologique et évaluent toutes les options disponibles. Elle a souhaité comprendre le lien entre cette approche et la SRMI, qui a été décrite comme un programme de la Banque mondiale ressemblant au concept discuté. Elle a expliqué que le SRMI agissait en tant qu'assistant technique, jetant les bases de projets en collaboration avec divers financiers.
71. En réponse à l'intervention des représentants des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne, le directeur général a répondu qu'en ce qui concerne la différenciation, l'énergie solaire était certainement un facteur, mais il a souligné qu'il était plus important de se concentrer sur deux autres aspects primordiaux. Tout d'abord, il a souligné l'importance de réduire les risques des investissements, ce que l'ASI considère comme l'objectif principal. Il a noté que plusieurs mécanismes de financement mixte contribuent à réduire le coût du capital, ce qui correspond à l'objectif d'un fonds d'amorçage. Cependant, il est évident qu'il faut se concentrer sur l'aspect paiement, plutôt que de se concentrer uniquement sur l'aspect investissement.
72. En outre, il a souligné un autre facteur clé de distinction, à savoir l'échelle de leurs projets, et l'ASI poursuit activement des projets plus petits, en développant des programmes et des cadres réglementaires dans le pays pour faciliter la participation accrue des investisseurs dans des segments plus petits. Il a souligné que cette approche structurelle était différente du modèle conventionnel, car elle s'articule autour d'un programme d'investissements plutôt que de quelques fermes solaires autonomes. En conclusion, le directeur général a souligné que, contrairement à d'autres installations, toutes les initiatives solaires à petite échelle en Afrique ont été rendues possibles uniquement grâce à des subventions.
73. Le représentant de Monaco a demandé si une attention particulière était accordée à l'impact carbone lors de la sélection des projets.
74. Le directeur général a répondu que cela n'avait pas encore été envisagé. Il a indiqué que la Banque mondiale était en train de créer une facilité pour traiter le risque de couverture des devises étrangères, en mettant l'accent sur les crédits carbone. Selon lui, en vendant des crédits carbone, les projets peuvent générer des revenus en devises fortes, qui peuvent ensuite être utilisés pour atténuer le risque de change. Il a fait remarquer que si certains pays ne sont pas confrontés au risque de change dans leurs projets, la plupart le sont et qu'ils utilisent donc les

crédits carbone et les avantages liés à la compensation carbone pour atténuer ces risques. Il a souligné que cette approche ne répondait peut-être pas directement à la question, mais qu'elle représentait le point de vue actuel de l'ASI.

75. En réponse à la question du représentant de l'Union européenne sur le lien entre l'approche et la SRMI, il a répondu que l'ASI avait joué un rôle important dans le développement de la SRMI. La SRMI a été créée pour faciliter le développement des énergies renouvelables, en particulier dans le contexte de l'augmentation des risques liés au climat, l'exemple spécifique étant les Maldives. Il a expliqué que la SRMI se concentrait principalement sur le soutien au renforcement des capacités, ainsi que sur d'autres formes d'assistance, initialement financées par le Fonds vert pour le climat.

76. Le directeur général a souligné que pour développer la SRMI, il s'est avéré difficile, mais pas impossible, d'obtenir un soutien supplémentaire du Fonds vert pour le climat. Il a indiqué qu'une réunion se tiendrait prochainement à Paris pour discuter de la voie à suivre pour la SRMI. En conclusion, il a souligné que la structure de la SRMI serait cruciale, en particulier dans les domaines où les impacts climatiques nécessitent de structurer les projets d'atténuation pour les rendre résilients. Cette limitation, a-t-il expliqué, affecterait l'application de la SRMI dans des cas spécifiques.

76. Le Comité régional a pris note de la mise à jour de la Facilité de financement solaire de l'ASI, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.07.

Point 8. Les stratégies d'engagement du secteur privé de l'ASI et la fabrication de produits solaires

77. Le président a invité le secrétariat de l'ASI à présenter les stratégies d'engagement du secteur privé de l'ASI et la fabrication de produits solaires, telles qu'elles figurent dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.08, pour examen par le Comité régional.

78. Le secrétariat de l'ASI a présenté les principaux points des stratégies d'engagement du secteur privé de l'ASI et de la fabrication de produits solaires.

79. Le directeur général a demandé de l'aide pour établir des relations et a souligné que les programmes ne pouvaient être efficaces que si des entreprises du secteur privé les mettaient en œuvre. Il a vivement encouragé l'auditoire à aider l'ASI à faire progresser les pays du monde entier.

80. Le secrétariat de l'ASI a ajouté que certains pays membres les avaient présentés à diverses associations ou entreprises solaires dans leur région et que l'ASI avait contribué à les présenter lors de divers événements. Il a exprimé la volonté de l'ASI de continuer à le faire à l'avenir.
81. Le représentant des États-Unis d'Amérique a exprimé sa gratitude au secrétariat de l'ASI et a salué son travail de partenariat avec les États-Unis, non seulement en ce qui concerne les flux de travail sur l'approvisionnement en énergie solaire auxquels ils collaborent actuellement, mais aussi en ce qui concerne le parrainage d'ateliers. Il a souligné l'importance de la diversification des chaînes d'approvisionnement en énergie solaire, tant pour les États-Unis que pour le reste du monde. Il a souligné les efforts conjoints des États-Unis, de l'ASI, de l'Allemagne et de l'Australie dans ce domaine, visant à faire progresser les objectifs mondiaux pour une chaîne d'approvisionnement solaire résiliente et diversifiée.
82. Le secrétariat de l'ASI a répondu en citant l'exemple d'un événement au cours duquel les États-Unis ont parrainé des travaux en Inde concernant l'énergie solaire sur les toits. Ils ont ensuite organisé un événement pour leurs PFN en Afrique et en Amérique latine afin de partager les leçons apprises en Inde et d'explorer leur application dans d'autres marchés émergents. Il a cité cet exemple comme une excellente illustration de la façon dont les pays membres, comme les États-Unis, tirent parti de la plateforme de l'ASI pour diffuser les connaissances à un public plus large.
83. Le représentant de *Solar Power Europe* a exprimé sa gratitude pour l'excellente collaboration avec l'ASI, en particulier dans le contexte de la coopération avec le secteur privé. Il a indiqué qu'il attendait avec impatience les événements parallèles prévus pour l'après-midi et le lendemain. En outre, il a fait part de leur volonté de mobiliser leurs membres, tant européens qu'internationaux, pour contribuer à la diversification de la chaîne d'approvisionnement solaire mondiale et à d'autres initiatives connexes. Il a exprimé son enthousiasme pour le maintien de cette coopération fructueuse. Il a exprimé son enthousiasme pour le maintien de cette coopération productive, en mettant l'accent sur les événements à venir à Goa en juillet en Inde et sur la COP 28.
84. La représentante de l'Union européenne a déclaré qu'elle pensait que ce groupe de travail était très important pour l'UE. Elle a mentionné leur désir de mettre en avant le partenariat et le dialogue qu'ils ont avec les États-Unis concernant le développement de chaînes de valeur alternatives pour l'énergie solaire. Elle a également souligné l'importance de la chaîne de valeur de la transition verte, notant qu'en tant que membre de l'UE, il était prioritaire de diversifier les

options et de collaborer largement avec le secteur privé à cet égard.

85. Le Comité régional a pris note de la mise à jour des stratégies d'engagement du secteur privé de l'ASI et de la fabrication de produits solaires, telle qu'elle figure dans le document de travail ISA/RCEOG.04/WD.08.

Point 9. Préparatifs de la cinquième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et les autres régions

84. Le Président a informé le Comité régional de la proposition du Secrétariat de l'ASI de convoquer la cinquième réunion du Comité régional en conjonction avec la Semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW). Le lieu proposé est le Centre de conférence Albert Borschette de l'Union européenne (UE), situé rue Froissart 36 à Bruxelles. Le président a ensuite invité les honorables membres à faire part de leurs commentaires et de leur contribution à la proposition de cinquième réunion du comité régional de l'ASI pour l'Europe et la région des autres.

85. Le directeur général a ajouté qu'en cas d'accord général sur le fait qu'une question brûlante ne devrait pas être traitée séparément de la semaine de l'énergie, l'ASI s'en occuperait pendant la semaine de l'énergie. Il a souligné qu'il était avantageux de collaborer avec Energy Week (la semaine de l'énergie) en raison de l'importante synergie qui y est associée.

86. Le Comité régional a examiné la proposition du Secrétariat de l'ASI de convoquer la cinquième réunion du Comité régional en conjonction avec la Semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW).

Point 10. Interventions des membres

87. Le Président a invité les membres du Comité régional à intervenir.

88. Le représentant des Etats-Unis, au nom du gouvernement des Etats-Unis, a exprimé sa gratitude à l'ASI pour l'organisation de la quatrième réunion du Comité régional de l'ASI pour la région Europe et autres. Il a mentionné qu'ils étaient honorés de participer à la première réunion en personne du Comité. Il a également remercié le président pour la façon dont il a dirigé la réunion. Les Etats-Unis ont profité de l'occasion pour féliciter l'ASI pour ses initiatives visant à élargir l'accès à l'énergie solaire dans le monde entier. Il a mentionné que grâce à leur adhésion à l'ASI, les États-Unis ont fait avancer leurs intérêts en matière de décarbonisation, de sécurité énergétique et de politique étrangère de développement, en particulier en trouvant des solutions pour relever les

défis de l'adoption de l'énergie solaire par les pays africains. Ils ont évoqué un événement qui s'est déroulé le 13 juin, au cours duquel le département d'État américain, en collaboration avec l'ASI et le Conseil sur l'énergie, l'environnement et l'eau, basé à Delhi, a organisé un atelier de renforcement des capacités sur les modèles d'agrégation de la demande.

89. Il a noté que l'atelier, basé sur les leçons tirées des projets pilotes menés à New Delhi et dans les États indiens de Bihar et Meghalaya, a vu une forte participation des pays membres africains ainsi que des Caraïbes et de l'Amérique latine. Il a souligné que leur travail commun sur ces projets pilotes d'agrégation de la demande mettait en évidence le partenariat solide entre l'Inde et les États-Unis pour relever les défis mondiaux communs qui ont guidé leurs relations bilatérales dans le domaine de l'énergie. Il a conclu en exprimant à nouveau sa gratitude et a mentionné que les États-Unis se réjouissaient de participer à la réunion régionale de l'année prochaine et à l'Assemblée générale de cette année.
90. La représentante des Pays-Bas a félicité l'ASI pour l'important travail accompli et pour avoir organisé la première réunion en personne pour l'Europe et la région des autres. Elle a souligné que l'énergie solaire jouait en effet un rôle crucial dans la transition énergétique mondiale. Elle a indiqué que les Pays-Bas étaient à l'avant-garde au sein de l'UE, avec le plus grand nombre de panneaux solaires par habitant dans l'UE, et a souligné que l'énergie solaire avait récemment représenté une part croissante de leur production d'électricité. Elle a également mentionné l'existence d'une unité de production locale et ses activités internationales. Elle a fait part de l'objectif ambitieux fixé par les Pays-Bas pour l'ODD 7, visant à faciliter l'accès à l'énergie renouvelable pour 100 millions de personnes dans les économies en développement d'ici 2030. Elle a souligné l'importance de développer rapidement l'électrification solaire pour combler le fossé de l'accès à l'énergie. Elle a reconnu que l'ASI travaillait déjà sur ces questions et a exprimé son intérêt pour l'accent mis par l'ASI sur la cuisson propre, mentionnant qu'au rythme actuel des progrès, 2,1 milliards de personnes, soit un quart de la population mondiale, n'auront toujours pas accès à la cuisson propre d'ici 2030.
91. En outre, elle a souligné l'importance de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, de les impliquer et de leur donner les moyens de conduire des changements transformationnels pour atteindre le niveau zéro. La représentante a déclaré que les Pays-Bas suivaient de près les activités de l'ASI avec intérêt et a exprimé leur intention de continuer à mobiliser les organisations partenaires qu'ils financent, telles que la Banque mondiale et l'Institut des ressources mondiales, afin de collaborer efficacement avec l'ASI. Ils se sont réjouis de la coopération avec l'ASI dans les années à venir et ont conclu en exprimant leur gratitude.

92. La représentante de l'Allemagne a félicité l'ASI pour l'excellent travail réalisé jusqu'à présent au nom du gouvernement allemand. Elle a indiqué que l'ASI était l'une des premières institutions à œuvrer pour faire avancer le programme mondial de déploiement rapide de l'énergie solaire. La représentante a indiqué que son pays avait beaucoup appris au cours de la réunion et qu'il se réjouissait d'accompagner l'ASI dans son développement institutionnel et stratégique. Elle a souligné que les développements récents, tels que les conclusions dramatiques du dernier rapport du GIEC et l'augmentation des impacts climatiques, ainsi que la crise climatique causée par la guerre russe en Ukraine, mettaient en évidence le besoin urgent de réduire les dépendances aux combustibles fossiles et de diversifier le système énergétique.
93. Elle a souligné la nécessité d'augmenter considérablement la part des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques afin d'atteindre les objectifs climatiques et de renforcer la sécurité énergétique pour tous. Elle a insisté sur le fait qu'un déploiement massif de l'énergie solaire à l'échelle mondiale était crucial et a mentionné les plans de l'Allemagne visant à augmenter les capacités photovoltaïques. Elle a également noté que, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'énergie solaire photovoltaïque devient l'option la plus économique pour la production d'électricité dans la plupart des régions du monde, mais que des efforts plus importants sont nécessaires de la part des parties prenantes publiques et privées pour augmenter sa part dans le bouquet énergétique.
94. En ce qui concerne les investissements privés, elle a mentionné l'importance de la diversification de la fabrication et de l'approvisionnement en matières premières afin d'anticiper d'éventuelles perturbations dans le déploiement de l'énergie solaire et de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement. Elle s'est félicitée de la collaboration entre le CEM, l'ASI et l'IRENA sur cette question cruciale. Elle a remercié tout particulièrement l'Inde pour son soutien généreux aux travaux de l'ASI et a déclaré que l'Allemagne était prête à collaborer avec l'ASI et les autres pays membres pour permettre des changements perturbateurs dans le déploiement de l'énergie solaire et relever les ambitions dans la lutte contre le changement climatique, en visant à atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2050.
95. La représentante de la Suède a remercié le secrétariat de l'ASI pour l'excellente organisation de la réunion, qu'elle a jugée très informative et productive. Il a noté que la réunion avait clairement illustré l'ampleur et l'importance de ces activités. Il partage l'avis de ses collègues qui ont souligné l'importance d'accélérer la transition verte pour garantir la sécurité de l'approvisionnement et la résistance aux chocs des prix mondiaux de l'énergie, ainsi que pour lutter contre le changement

climatique. Il a également souligné le rôle crucial de l'électrification des transports et de l'industrie dans la réalisation des objectifs climatiques et la nécessité d'une nouvelle production d'électricité sans combustibles fossiles.

96. Le représentant de la Suède a reconnu que, bien que la Suède ait une grande part d'hydroélectricité, l'énergie solaire n'était pas au cœur de son système énergétique, mais qu'un nombre croissant de cellules solaires étaient installées en Suède. Entre 2020 et 2021, le nombre de systèmes photovoltaïques raccordés au réseau a augmenté de 4 à 6 %, et les prévisions indiquent que l'énergie solaire dépassera 10 téraoctets avant 2030, ce qui laisse présager une forte croissance. Il a noté que même dans les pays du Nord, où l'énergie solaire n'est peut-être pas le système énergétique le plus compétitif à l'heure actuelle, des progrès ont été réalisés dans ce domaine. Le représentant a également remercié le Danemark d'avoir présidé la réunion et a indiqué que la Suède attendait avec impatience de présider la cinquième réunion du comité régional pour l'Europe et d'autres régions.
97. Le président a invité le directeur général à répondre aux interventions des pays membres.
98. Le directeur général a remercié tous les pays membres non seulement pour leur présence, mais aussi pour leur participation active. Il a souligné l'importance de leur contribution, expliquant que l'organisation apprend et se développe grâce aux contributions de ses membres. Il a mentionné que les programmes avaient été partagés avec eux et a exprimé le souhait d'un soutien continu et d'une réflexion sur la manière de progresser. Il a indiqué que les points focaux nationaux de chaque pays étaient en contact avec M. P.C. Sharma, le coordinateur du PFN, et il s'est dit intéressé par le renforcement de cette interaction.
99. Il se réjouit de la présence des sept pays candidats, à savoir l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, Monaco, la Slovaquie, la Fédération suisse et la Lituanie. Il espère qu'ils deviendront membres à part entière lors de la cinquième réunion, reconnaissant que le processus de ratification prend du temps, mais exprimant le souhait qu'ils soient au moins signataires.
100. Il a ensuite abordé la question de la cuisine propre, expliquant que le principal défi était la dépendance à l'égard des cuisinières électriques à induction, seule option sans carbone. Il a fait remarquer que cela nécessitait un approvisionnement fiable en électricité, qui n'était pas disponible partout à l'heure actuelle, et a mentionné que de nombreuses personnes dans les pays en développement n'avaient pas les moyens économiques de payer pour les services énergétiques. Il a proposé de fournir des poêles sous forme de subventions, tout en soulignant qu'il faudrait y intégrer des panneaux photovoltaïques pour l'électricité et des batteries pour faire

fonctionner efficacement les poêles à induction. Il a exprimé le souhait de se concentrer sur le développement de cuisinières à induction efficaces dotées de panneaux d'énergie renouvelable pour une utilisation mondiale, soulignant l'importance d'une cuisine propre pour lutter contre le changement climatique mondial.

101. Le directeur général a également rappelé que lors de la cinquième session de l'Assemblée de l'ASI, qui s'est tenue au mois d'octobre précédent, il avait été convenu que divers pays verseraient des contributions volontaires. Il a précisé que les PMA et les PEID devaient verser 10 000 dollars par an, les pays en développement 25 000 dollars et les pays développés de l'OCDE 50 000 dollars. Il attend avec impatience ces contributions, reconnaissant qu'elles dépendront des processus budgétaires de chaque pays, mais il a exprimé l'espoir de voir des progrès à cet égard.

102. Le président a remercié tous les délégués pour leurs interventions et le directeur général pour ses commentaires.

Point 11. Questions diverses

103. Le président a invité les membres du Comité régional à proposer toute autre question à traiter.

104. Aucune autre question n'a été proposée à l'examen du Comité régional.

Point 12. Clôture de la réunion

105. Le président a conclu la réunion en remerciant tous les membres du comité régional pour leur contribution. Il a encouragé tous les membres à continuer à coopérer avec le secrétariat de l'ASI pour qu'il puisse mener à bien ses activités et obtenir des résultats positifs.
